

DÉCRYPTAGE

Commerce : pourquoi l'Allemagne hésite encore à aller au bras de fer avec la Chine

L'Union européenne et la Chine se donnent jusqu'à octobre pour trouver un accord afin de rééquilibrer leur relation commerciale. La balle est dans le camp de l'Allemagne, où les discussions sur la marche à suivre vis-à-vis de Pékin sont vives.



Le port de Tianjin, en Chine. La compétitivité de l'industrie chinoise met sous pression les économies européennes. (Photo Gilles Sabrie/Bloomberg)

Par **Guillaume de Calignon, Emmanuel Grasland**

Publié le 1 juil. 2026 à 19:00



Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

C'est la grande peur qui traverse toutes les capitales européennes : une nouvelle vague de désindustrialisation approche. Le déficit commercial du Vieux Continent avec la Chine se creuse, la compétitivité extraordinaire de l'industrie chinoise menaçant désormais l'existence de pans entiers de l'industrie européenne.

Le déficit européen vis-à-vis de la Chine s'est encore aggravé au premier trimestre 2026, atteignant 1,8 % du PIB, contre 0,9 % du PIB en 2019. Chaque jour, les Européens affichent un déficit commercial de plus d'un milliard d'euros avec Pékin. L'euro s'est apprécié de 15 % environ par rapport au renminbi, la devise chinoise à l'international, et cela n'arrange pas les affaires des exportateurs européens.

Les subventions publiques à l'industrie chinoise sont estimées à 3 % de la valeur ajoutée par l'OCDE et le gouvernement chinois poursuit une politique de substitution de produits domestiques aux importations. « La Chine n'est plus un marché à l'export mais un concurrent », résume Markus Kuger, économiste chez Coface.

Choc chinois 2.0

Les relations entre Bruxelles et Pékin se tendent donc avec ce que les économistes appellent le « choc chinois 2.0 », après celui du début des années 2000. Maros Sefcovic, commissaire européen au Commerce, a vu en début de semaine le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, à Bruxelles.

Il a fait part de la nécessité de « défendre notre base industrielle » ainsi que de sa volonté de « rééquilibrer la relation commerciale entre l'Union européenne et la Chine ». « L'écart se creuse. Les exportations de la Chine vers l'UE continuent d'augmenter, tandis que notre part de marché en Chine ne cesse de diminuer. Cette tendance n'est pas viable. Le statu quo n'est pas une option », a-t-il insisté. Les deux hommes se sont donné jusqu'à octobre pour trouver un

accord.

Avec les propositions françaises de taxer les biens chinois et de se doter de moyens de défense, la balle est désormais dans le camp allemand, première industrie continentale. Outre-Rhin, la gestion de la relation avec la Chine suscite de plus en plus de débats.

LIRE AUSSI :

- **L'UE veut trouver une parade efficace aux surcapacités chinoises**
- **100.000 postes supprimés : Volkswagen prépare une restructuration radicale et suscite un vif émoi en Allemagne**

Il faut dire que l'Allemagne a enregistré l'an dernier un déficit commercial avec la Chine sans précédent : près de 90 milliards d'euros, contre 67 milliards en 2024. En 2015, ce déficit s'élevait à seulement 20 milliards. Equipements informatiques, machines-outils, appareils électriques, batteries... Le pays est confronté à un déferlement de produits « made in China ».

Même les bastions de l'industrie allemande sont touchés. En avril, **les importations de voitures chinoises** ont été multipliées par dix en valeur, en l'espace d'un an. Le phénomène impacte aussi les exportations allemandes sur les marchés étrangers, où la concurrence chinoise se fait de plus en plus vive.

Dans une étude publiée mardi, l'Institut de l'économie allemande (IW), proche du patronat, estime que la montée en puissance industrielle de la Chine a coûté environ 400.000 emplois entre 2019 et 2025, dans l'industrie manufacturière allemande, sur un total de 7,8 millions. « Là où la Chine gagne beaucoup, l'Allemagne perd beaucoup », écrit l'économiste Jürgen Matthes, auteur de l'étude.

Berlin au coeur de la décision

« Le Mittelstand a réussi à faire passer le message à la chancellerie à Berlin que la concurrence chinoise posait un vrai problème aux moyennes entreprises allemandes. Ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne est comparable à ce qui est arrivé à la France il y a vingt-cinq ans », estime François Chimits, responsable du programme Europe à l'Institut Montaigne.

« Le pays assiste au départ de grands groupes qui sont des chefs de file de secteurs et donc des donneurs d'ordres importants. Ces derniers se déconnectent de leurs fournisseurs nationaux pour se brancher sur le système de fournisseurs chinois, au bénéfice de leurs marges et de Pékin, mais au détriment de l'emploi et de la production en Allemagne », poursuit-il.

Que faire face à ce raz de marée ? Le sujet devait être abordé à l'occasion de la réunion des partis de la coalition de Friedrich Merz, mercredi soir, à Berlin. Les sociaux-démocrates réclament une plus grande protection du marché européen. « L'Allemagne et l'Europe doivent veiller à ce qu'il y ait un débouché pour leurs propres produits », a déclaré Sebastian Roloff, porte-parole du SPD chargé de la politique économique au Bundestag.

Friedrich Merz poussé à agir

De plus en plus porté à agir, le chancelier Friedrich Merz a pointé du doigt **la forte sous-évaluation de la monnaie chinoise** voilà quelques semaines mais la ministre de l'Economie, Katherina Reiche, proche de l'aile libérale du parti, est beaucoup plus réservée. Elle a aussi rencontré le ministre chinois du Commerce à Bruxelles mais le communiqué publié à la suite de l'entretien indique que « l'Allemagne souhaite approfondir la coopération » avec la Chine et « la rendre plus équitable ». Pas vraiment le même ton que son patron.

LIRE AUSSI :

- **Automobile : le chinois Geely lance sa grande offensive en France et en Europe**
- **ANALYSE - Stellantis est-il vraiment le cheval de Troie de la Chine en Europe ?**

Les grandes entreprises allemandes demandent, elles, qu'on les laisse tranquilles, alors qu'elles développent une stratégie « In China, for China », afin de défendre leurs parts de marché locales. Il faut dire que les bénéfices et dividendes qu'elles dégagent et qui sont rapatriés en Allemagne se montent à environ 20 milliards d'euros par an, contre moins de 5 milliards pour les multinationales françaises implantées dans l'empire du milieu.

Pour le think tank allemand Merics, spécialisé sur la Chine, deux scénarios sont plausibles : une désindustrialisation suscitée par un « deuxième choc chinois », après celui des années 2000, qui marquera la fin d'une économie allemande basée sur les exportations et le déclin des grandes entreprises. Ou bien la création d'un ensemble mené par les pays du G7, dans lequel la technologie chinoise serait reléguée à la marge. Une option audacieuse, qui dépendra beaucoup de l'attitude de Washington vis-à-vis de ses alliés pour devenir réaliste.

Guillaume de Calignon et Emmanuel Grasland (Correspondant à Berlin)

THÉMATIQUES ASSOCIÉES

Groupe Volkswagen

Stellantis

Bourses

Commerce International

Guerre Commerciale

Marché des changes

Indicateurs économiques

Friedrich Merz

Allemagne